

Collectif Solidarité contre l'Exclusion

Emploi et revenus pour tous

CHANGEMENT D'ADRESSE !

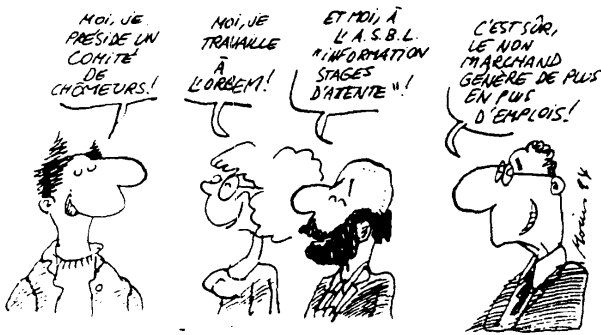
L'adresse officielle du Collectif est:

47 rue Malibran à 1050 Bruxelles.

Pour obtenir des renseignements:

- Claire André: 02/479.39.82 (tél. et fax)
 - Antoinette Brouyaux: 02/649.46.01 (tél., fax, répondeur)
- e-mail: collectif.emploi@linkline.be

EDITORIAL



Quelques-uns se sont lancés dans une aventure folle... croire qu'on peut changer la société afin que celle-ci permette à tous et toutes d'avoir accès à un emploi, à des revenus décentes pour pouvoir profiter de la vie. Nous agissons pour que cette société voie enfin le jour: organisation du forum, participation aux marches européennes, animation d'ateliers, participation à des manifestations, ... Bref, nous pouvons qualifier notre démarche de "citoyenne". Ce mot est à la mode aujourd'hui mais il représente un espoir énorme: agir sur son destin et ne plus être un mouton face aux pouvoirs en place.

Un an a passé... Et il y a toujours près d'un million de chômeurs et précaires en Belgique... Au niveau mondial, le rapport du P.N.U.D. de juin 97 nous rappelle qu'il y a "1,3 milliard de personnes" qui "vivent encore avec moins d'un dollar de revenu par jour et 800 millions de personnes ne mangent toujours pas à leur faim".¹

Aucun combat ne se gagne rapidement. La lutte prendra du temps. Nous espérons qu'elle soit la plus courte possible car vivre dans la misère n'a rien d'agréable. Au début du siècle, les luttes contre la misère, le travail des enfants...

avaient aussi leurs contradicteurs qui ne se gênaient pas pour les qualifier "d'idéalistes" et pourtant bien des évolutions sociales ont eu lieu depuis ce temps.

D'ailleurs, selon le P.N.U.D., "l'éradication de la pauvreté est un objectif de plus en plus réaliste si l'on se fonde sur les progrès réalisés"² et ce à deux conditions: premièrement, si 80 milliards de dollars par an y étaient consacrés, soit à peine plus que le montant actuel de l'aide au développement; deuxièmement, si le rôle de l'Etat "en tant que facilitateur" était réhabilité.

Nous sommes revenus fatigués mais enthousiastes des Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion mais il reste tant à faire. Les vacances nous permettront de nous ressourcer et de repartir au combat en septembre.

D'autres événements importants ont eu lieu pendant et après la Marche: le Sommet du P7³, la lettre ouverte d'économistes européens aux Chefs d'Etat et de gouvernement (cfr notre site internet), ...

Si "l'idéologie libérale qui justifie les politiques libérales du chacun pour soi demeure dominante en Europe"⁴, nous devons réussir à ce que les forces qui luttent contre l'exclusion s'associent et travaillent ensemble. Ce n'est pas encore une pleine et entière réalité mais des réseaux se forment et expriment une volonté claire d'échanger des idées, de coordonner leurs luttes au niveau international. Espérons que ces mouvements deviendront de plus en plus forts et ce y compris en Belgique pour gagner un jour face aux égoïsmes et individualismes. La solidarité a tellement plus de choses à nous apporter.

Claire André

² cfr article précité.

³ cfr les articles parus à ce sujet dans le numéro de juillet-août d'Avancées.

⁴ cfr l'éditorial d'Alternatives Economiques de juin 1997, page 3.

¹ cfr article "1,3 milliard de pauvres dans le monde" du journal Alternatives Economiques de juillet 97, page 6.



Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion

Allez, on n'a pas marché pour rien !

Paris, samedi 28 juin. « La manifestation finale réunissant 50.000 personnes à Amsterdam rend le bilan très positif... » : Christophe Aguiton, qui a coordonné l'opération au niveau international, ne cache pas que ce fut un peu galère, cette marche. Mais utile ! « Globalement, on peut estimer que les accueils étaient assez petits, mais que cet événement a provoqué partout des confrontations salutaires entre des courants idéologiques différents, mais surtout aussi des couches différentes du mouvement social, très fragmenté »...

L'avis des organisateurs ...

José Maria est du même avis : « en comptant tous ceux qui auraient voulu y aller, mais qui n'en avaient pas les moyens, Amsterdam a dépassé toutes les espérances ». Le bilan espagnol est lui très positif car le passage de la marche a soulevé en Espagne d'importantes mobilisations, ce qui fut moins le cas ailleurs.

« La volonté unitaire l'a emporté sur les intérêts corporatistes ou régionaux, parce que ce qui se passe globalement est plus grave, et c'est ce qui a fait tout l'intérêt de cette action. Mais aussi nous avons dû fournir un effort d'organisation important, en terme de coordination des comités et d'accueil des marcheurs : le plus dur était qu'aux yeux des comités, la marche c'était eux, mais aux yeux des marcheurs, la marche c'était eux aussi ! »

Cette caractéristique, on la retrouvera tout le long du chemin ... Ainsi, lorsque la marche a traversé la Belgique, nous avons été frappés de constater le désarroi de certains accueillants : « où allez-vous donc avec un tel mouvement ? Tous ces marcheurs sont touchants pris individuellement, mais quel drôle d'assemblage ils forment ! Vous brassez beaucoup trop de problématiques en même temps ! »

« Ce sont les gens plus simples, plus précaires, qui défendent les euro-marcheurs, constatait Thérèse du comité d'accueil de Forest, quelques jours après leur passage. Ils expliquent aux « gens d'appareil » qu'il est tout à fait normal que les marcheurs aiment boire ou fumer, aient des cheveux longs, emmènent avec eux leur chien, etc. On dirait que certains n'ont jamais vu un « pauvre » de près dans leur vie » ... à moins qu'ils n'aient pas l'habitude de les voir jouer un rôle revendicatif, se positionner comme acteurs sociaux ! »

L'avis des marcheurs ...

A Turnhout, le 4 juin, quelques « organisateurs » débarquent de la « capitale de l'Europe » pour interviewer les marcheurs à chaud sur leur passage en Belgique, avant qu'ils ne passent la frontière...

« On nous a promenés comme des moutons ! » tonne Pierre, d'entrée de jeu. Personne ne se frappe. Au bout de 6 semaines de marche, les marcheurs Français ont acquis une solide réputation de râleurs, quant aux Espagnols, on dirait que deux mois de ce sport les ont rendus philosophes. Inutile de s'énerver !

N'empêche, les marcheurs ne sont pas avarés d'avis. Bons et mauvais souvenirs forment déjà un pot-pourri riche d'impressions multicolores ; ainsi, les logements chez l'habitant, excepté quelques couacs (familles d'accueil défaillantes ou finalement privées de leurs invités, etc), il semble que cette formule a été appréciée par les marcheurs, dans la mesure où elle alternait environ un jour sur deux avec celle des logements collectifs. Seul le groupe de marcheurs provenant de Grenoble l'a refusée systématiquement. Dans les autres groupes, le fait de se changer un peu les idées par rapport au quotidien de la marche et de la vie collective qu'elle entraîne a joué la fonction de « soupape », les marcheurs étant ensuite contents de se retrouver. Mais surtout, ceux qui étaient désireux de rencontrer des gens, des citoyens, des personnes comme eux (plutôt que des politiques ou autres « officiels »), ont ainsi eu l'occasion d'entrer chez les gens, de tisser mille petits liens, de proche en proche, en notant soigneusement l'adresse et le numéro de téléphone de chacun ...

Avec un peu de recul ...

A posteriori, ce samedi 28 juin à Paris, et après avoir dormi deux semaines dessus, Farid, de Lille, qui a traversé l'Europe de part en part, tient à remercier tous les comités d'accueil : « C'est incroyable, tous ces gens qui se sont décarcassés pour nous recevoir : avec bien sûr des différences, dues aux réalités locales. Les marcheurs quant à eux, voulaient certainement trop imposer leurs méthodes au lieu d'essayer de comprendre ce qui se passait dans chaque endroit. La plupart d'entre eux ne sont pas des militants de longue date, ils ne connaissaient pas bien l'objectif des marches, et les accueillants n'étaient pas préparés à cela non plus ... »

« Evidemment, tout le monde n'a pas le même objectif, mais il n'est pas facile non plus d'apprendre à se connaître, à s'écouter. Il était difficile pour certains de comprendre qu'on était surtout occupés à construire un mouvement, et certainement pas à faire la révolution directement. Mais tout de même, la plupart d'entre nous a évolué très positivement au cours de cette marche ».

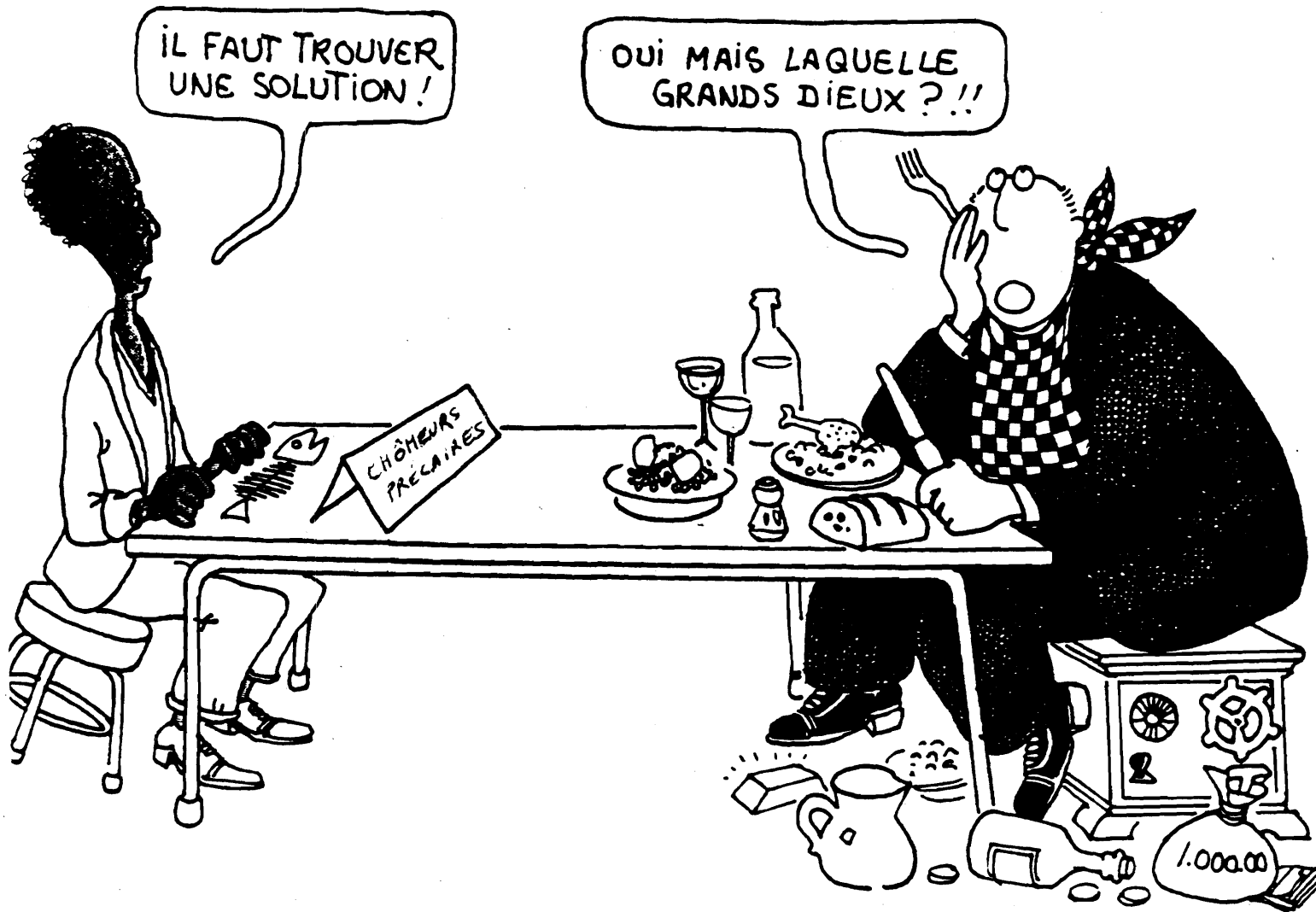
Mais ne faut-il pas se réjouir justement de ce que les marcheurs n'étaient pas tous, au départ, des militants ? Quel est le pourcentage de citoyens que l'on peut qualifier comme tel ? Si cette marche n'avait été qu'une organisation de petits soldats bien entraînés, elle aurait été beaucoup moins représentative des populations marquées par l'exclusion, ou des citoyens en général ...

Vous avez dit « citoyen » ?

« Nous ne sommes pas contre le fait de rencontrer les hommes politiques », précisait Tom, un jeune marcheur bruxellois, lors de cette soirée-bilan de Turnhout. "A condition que nous puissions réellement les interpeller. Un jour, nous avons droit à de beaux discours

dans une maison communale (inutile de préciser laquelle, il y en eut d'autres !), et nous pouvions poser des questions. Mais dès que les questions plus gênantes ont fusé, les serveurs sont arrivés avec les drinks ... Pour notre part, nous ne sommes tout de même pas là pour sympathiser !" 3

Jean, Français, lui rétorquait : « Tu sais, sur ce plan-là ce fut pire en France. Nous étions en pleine campagne électorale ... ». Pendant ce temps, et pour la énième fois, le travail d'approche recommençait à zéro. Michel, de Toulouse, expliquait à la dame de Tilburg, l'étape suivante, aux Pays-Bas, le b.a.-ba de l'accueil des marcheurs. « Ceux-ci ont besoin d'informations sur ce qui les attend, et pas seulement au jour le jour mais à plus long terme. Mais aussi, ils ont besoin de comprendre comment les comités qui les accueillent sont organisés, quels ont été leurs difficultés. Ainsi, nous pouvons être plus compréhensifs quand un problème se pose ». « A Vilvorde, confie Michel, j'aurais voulu qu'on mène une action, arrêter la chaîne de production par exemple, avoir en tout cas plus de contacts avec les travailleurs... ».



Flash-back sur la rencontre avec les « grands frères » du combat pour l'Europe Sociale ...

Karel Gacoms, qui a accueilli les marcheurs entre deux interviews télévisés, le soir de la victoire des socialistes en France, ne cachait pas sa perplexité face à de telles velléités. Ce soir-là, les Bouffons qui accompagnaient les marcheurs réchauffaient l'ambiance en faisant danser tout le monde, tandis que la délégation syndicale de Vilvorde ébranlait toute la région avec une batterie de GSM pour trouver des lits de camp en catastrophe, parce qu'on n'avait pas bien transmis les informations sur l'accueil. Des échanges avaient lieu par petits groupes, au piquet où quelques marcheurs ont passé la nuit avec les grévistes, et dans l'usine où logaient les autres ...

Ainsi, chaque jour, un laborieux travail d'appropriation mutuel s'effectuait, et à peine les contacts étaient-ils pris que les marcheurs repartaient, et tout était à recommencer à l'étape suivante ! Difficile, dans un tel périple, d'organiser des actions autres que cette sorte de reconnaissance du terrain, de proche en proche, au-delà des frontières ... N'empêche, ils étaient là à Amsterdam, les Renault, et la solidarité s'est poursuivie ensuite par l'initiative de Stephen Bouquin et Jürg Schuppisser, qui ont fait publier dans le Monde du 27 juin un appel franco-belge pour sauver Renault Vilvorde, signé par une belle brochette d'acteurs sociaux. Malheureusement, on sait maintenant que toutes ces actions ont débouché sur une confirmation de la fermeture du site ...

L'« internationale », ce sont des genres humains ...

Mais revenons à nos marcheurs. « On ne constate pas de grandes différences entre les régions ou les pays, expliquait Philippe, de Lausanne. Tout dépend quel type de comité nous accueille. Les responsables politiques se ressemblent tous d'un pays à l'autre, les syndicalistes aussi, idem pour les « alternatifs ». Les comités d'accueil ne savent pas qui exactement va débarquer chez eux, et nous, les marcheurs, on essaye de savoir sur qui on va tomber à chaque étape. Tout cela est très aléatoire, c'est le destin de cette marche ».

Philippe a eu quant à lui l'opportunité de voir les choses des deux côtés. « Je me suis d'abord occupé de l'accueil des marcheurs en Suisse, j'ai vu tous les problèmes d'organisation que cela posait. Ensuite, j'ai pris la route ... Le plus difficile comme marcheur, c'est de ne pas savoir à quoi s'attendre, car alors on est totalement dépendant. Les marcheurs ont besoin d'autonomie, de pouvoir de temps en temps prendre le large, et disposer d'un plan de

la ville pour retrouver le groupe un peu plus tard ... ».

Philippe concluait : « tout de même, ce qui est sympa, c'est l'autonomie de chaque comité local. Comme marcheur, une fois on s'y retrouve bien, une fois non. Mais au total on a des tas de contacts avec des gens de terrain, ceux qui se sentent les plus motivés par cette action. C'est avec ceux-là qu'on peut construire un réseau. Si tout avait été centralisé, on serait passé tout à fait à côté de cet aspect ».

Le dimanche 15 juin, au lendemain de la manifestation d'Amsterdam, Philippe y était arrêté, avec 300 autres personnes, par une police sur les nerfs. Tous ces dangereux terroristes étaient accusés d'être membres d'organisations criminelles ...

Le bilan de la manifestation du 14 juin

Heureusement ce énième heurt avec les forces de l'ordre en Hollande n'a pas pu réellement discréditer l'initiative de la marche, et de la manifestation qui la clôturait. On a pu remarquer durant celle-ci la visibilité des chômeurs, ce qui est rare dans une manifestation, et ce même s'ils n'étaient pas seuls. Les jeunes aussi étaient au rendez-vous, mais surtout cette manifestation est probablement la plus réellement européenne qu'il y ait jamais eu.

« Nous étions certes plus nombreux à Bruxelles le 16 mars dernier, mais alors, il y avait surtout des Belges et des Français, commente Christophe. Ici, de nombreux pays étaient présents de façon massive eu égard aux distances parcourues : 400 Grecs, 300 Espagnols, 400 Danois, 100 Finlandais, 50 Norvégiens, 100 Suédois, quelques centaines d'Anglais, plus de 1000 Belges, près de 2000 Allemands, 6000 Français ... et 5000 Italiens, qui ont effectué une véritable épopée ferroviaire, qui valait bien une marche ! » (cfr détails à ce sujet dans le bilan par pays qui sera évoqué dans le journal du comité belge d'initiative pour la marche européenne).

Canal Marches

"Le premier bilan de ce projet est positif, même s'il fut accueilli au départ avec scepticisme : normal, vu le peu d'habitude de prise en charge par le mouvement social, de l'outil audio-visuel." Patrice Spadoni, initiateur du projet Canal Marches en France.

« Nous avons réussi à faire travailler ensemble avec une caméra pas mal de marcheurs au départ sans expérience, et 7 marches ont été couvertes, explique Patrice Spadoni. Malheureusement, le projet, au départ français mais d'envergure européenne n'a été relayé qu'en Belgique et en Espagne, pas dans les autres pays ».

Trois cassettes sur quatre ont été réalisées, la 1^{re} en français, anglais, espagnol, les deux suivantes en français et anglais seulement. « Le défi actuel est de pousser l'expérience jusqu'au bout soit monter les différents carnets de bord de chaque marcheur-vidéaste. Nous sommes à mi-course ». Patrice songe à une exposition vidéo, qui présenterait ces carnets mais aussi un documentaire global de 50 min, et une plus courte présentation. Tout doit être terminé pour fin 1997, et il n'y a plus de sous ...

Pour la Belgique, cfr article page

Et la C.I.G. dans tout cela ?

La conférence inter-gouvernementale était le motif officiel du sommet d'Amsterdam, et ce fut un échec évident pour tout le monde. « La volonté d'avoir une série d'outils et d'ambitions communes a totalement échoué, explique Jürg, et ce même sur des petites choses institutionnelles. Seul point d'accord : rester à 20 commissaires, les grands pays en perdant un si un petit pays fait son entrée. Par contre, l'euro, lui, avance. Le pacte de stabilité a été signé, il n'y a donc pas eu de crise ouverte sur ce point ».

Jacques Delors, « le dernier des grands architectes », avait fait le pari de la théorie du déséquilibre : en construisant la monnaie unique, on provoquerait un appel d'air pour faire avancer le politique. Ce n'est pas ce qui se produit, une crise majeure est donc en gestation. « Or la signature du pacte de stabilité, en n'ouvrant pas la crise, ferme la possibilité de créer vraiment une Europe sociale, c'est pourquoi nous devons être très critiques ».

Les syndicats le sont-ils ? Christophe Aguiton explique qu'en France, la prudence est de rigueur, tant dans le monde syndical que dans la presse, vu la présence de la gauche au gouvernement. Dès lors, dans l'opinion publique, les choses ne sont pas vécues comme un échec.

En Belgique, par contre, toutes les tendances étant peu ou prou favorables au fédéralisme européen, le mécontentement est général, et est même exprimé par le Premier Ministre, déçu par la C.I.G. car il n'a pas pu empêcher le maintien du droit de veto. Les milieux associatifs fédéralistes sont eux aussi très déçus, et ont perçu très positivement la marche européenne, ce qui nous permet d'y affirmer notre présence. Les syndicats ont aussi manifesté leur « immense déception », et entendent à présent mobiliser sur la question de l'harmonisation fiscale.

« Nous devons donc traiter nos relations avec le monde syndical avec beaucoup de prudence, d'intelligence, de cohérence. Il n'est pas sûr que la mayonnaise prenne, en terme de mobilisation, lors du sommet de Luxembourg. Nous pouvons jouer le rôle de la moutarde ...

Une idée qui circule est de ne pas nous trouver ni dans le camp des oui ni dans celui des non au traité d'Amsterdam, car en Belgique le non est toujours perçu comme une réaction conservatrice et nationaliste. Nous devons prôner une renégociation, en mettant nos critères en avant », pense Jürg.

Ce n'est pas du tout l'avis de José Maria, d'Espagne, qui ne voit rien de positif à ce sommet et qui n'attend rien des Belges, qu'ils soient politiques ou syndicaux ! Car ceux-ci ne mettent pas fondamentalement en cause le capitalisme. « On a vu les syndicalistes espagnols, français et belges manifester ensemble pour Renault Vilvoorde. Comment est-ce possible alors que les Espagnols sont déjà prêts à produire ce qui ne sera plus produit à Vilvoorde ? » Cette hypocrisie l'écoeure. A Valencia, Valladolid, Séville, la production va être augmentée et ce sans aucune tractation nouvelle. « La C.E.S. ne nous conduira pas vers l'Europe sociale, il n'est que de voir le nombre d'accords que les syndicats signent contre les travailleurs ... ».

En Allemagne, on parle beaucoup plus de l'euro. « Bien que le pacte de stabilité ait été signé, il y a un accord tacite pour que l'euro ne soit pas une monnaie trop forte, ce qui inquiète la droite, explique Angela. Au Bundestag, le représentant de la démocratie chrétienne bavaroise a dit qu'il ne fallait pas céder d'un iota sur cette question de l'euro fort, et la propagande ira s'intensifiant car des échéances électorales sont en vue. C'est le moment, estime-t-elle, de construire une opposition à l'Union Monétaire en étant plus concrets et en avançant plus l'idée d'une Europe sociale, pour laquelle notre initiative a été symboliquement importante. »

A l'étonnement de Didier, de Huy, quant à ce combat allemand pour l'euro fort, alors que l'Allemagne a tout de même été secouée par la fusion entre l'est et l'ouest, Angela rétorque : « l'illusion que le capitalisme allemand surmontera cet obstacle de l'euro n'est pas sans fondement ... »

En conclusion : face à cette situation, quel rôle un réseau comme le nôtre pourrait-il jouer à l'avenir ?

« Les propositions du gouvernement français à Amsterdam n'étaient qu'un rideau de fumée. Elles étaient présentées comme une alternative sociale, mais en réalité il s'agissait tout bonnement de la politique de l'OCDE ». Face à cela, faut-il être muets ou dire les choses ? Quelle stratégie adopter, quel est notre rôle ? Pour Patrice Spadoni, la réponse est claire : il faut les dire. Une politique d'attente et d'espoir de notre part sera une politique d'échec.

« L'Europe a besoin à présent d'un mouvement social fort, fondé sur une double assise, syndicale et associative. Ceci nécessite une certaine autonomie vis-à-vis du pouvoir politique, sans laquelle tout dialogue critique, toute contestation, est impossible... »

Notre but est en tout cas d'arriver à un mouvement suffisamment ample pour avoir plus de poids. Tout en restant suffisamment clairs pour ne pas être mouillés. Il faut aussi faire attention à la base qui est nécessaire pour mener des actions, et toujours coupler actions et réflexions communes ... »

Robert Crémieux et Christophe Aguiton insistent sur le fait qu'il n'est pas question de créer un réseau concurrent ou du moins analogue à d'autres existants. « Les contacts avec l'E.N.U. (Réseau Européen des Chômeurs) vont être poursuivis, ce que nous envisageons de faire ici est un peu différent puisque l'E.N.U. est encore un réseau sectoriel. Actuellement il n'existe pas de structure permanente qui associe aussi bien syndicats qu'ONG d'une manière plus large (intersectorielle), dans la lutte contre l'exclusion sociale... Nous n'avons pas encore bien sûr les forces nécessaires pour créer une telle structure qui nécessiterait des salariés et d'autres moyens. Mais nous pouvons petit à petit chercher à réunir ces moyens. Des choses bougent par l'action, d'autres par les contacts ».

Quelques échéances ...

4 - 5 octobre : organisation d'un meeting « marche européenne » réunissant une centaine de personnes, soit une dizaine de représentants de chaque pays à Luxembourg - discussion sur la construction du réseau européen à la suite de la marche et sur les actions de novembre et décembre 97 (à déterminer)

Février 98 : présidence britannique. Meeting important à Londres ou Bruxelles - confrontation de nos propositions pour jeter les bases programmatiques de ce réseau/mouvement (?), sur les thèmes de la R.D.T.T., et de l'emploi et des revenus pour tous ...

... et des actions, partout partout partout ! Dans chaque pays ...

Veillons à nous informer les uns les autres !

- campagne ASSEDIC en France début juillet
- lutte contre la spéculation immobilière dans le "quartier européen" de Bruxelles début juillet
- rencontres zapatistes en Espagne fin juillet - etc., etc...

Antoinette Brouyaux - 30/6/97

La vie du "Groupe d'initiative pour la Belgique"

des "Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion" ne s'est pas terminée à Amsterdam !

Et pourtant, ç'aurait pu être une belle apothéose, 50.000 personnes défilant pour exiger de leurs gouvernants des actions efficaces contre le chômage, la précarité et les exclusions, (cfr article d'Antoinette).

Malheureusement, il faut bien constater que la C.I.G. fut un flop total et que rien de concret n'a été obtenu, si ce n'est la promesse d'un sommet sur l'emploi, dont on ne sait trop la finalité, (le 22 novembre à Luxembourg ?).

Le groupe poursuit donc sa vie et son action à deux niveaux: l'Européen en collaboration avec nos amis des autres pays ayant organisé et participé aux marches, le Belge en essayant de mettre la pression sur notre gouvernement. Une lettre ouverte a été adressée à Jean-Luc D. avant son départ pour Amsterdam. Toutes les personnes l'ayant lue (cfr notre site internet) s'accordent à dire qu'à part la date de la poste, on peut la réemployer telle quelle. Quelques réunions techniques vont nous occuper avant la rentrée pour dès septembre, mobiliser en ayant affiné nos critiques et revendications.

Remettons nous en mémoire la première revendication de l'appel de Florence: "L'Europe du plein emploi où quiconque le désire doit pouvoir travailler pour un revenu décent".

Pour tous renseignements: Jürg Schuppisser, Association pour la Paix, tél. 02/502.37.80

Serge Remy

Sol
EMPLOI 28/7/97

Lettre à Albert II

Le collectif Solidarité contre l'exclusion, emploi et revenu pour tous a écrit une lettre ouverte au Roi, estimant inadéquates les mesures pour l'emploi qu'il évoquait dans son discours du 21 juillet.

Le temps partiel est trop souvent imposé aux travailleuses, les plaçant dans une situation de grande précarité, et la réduction des charges sociales finira par déséquilibrer financièrement la Sécurité sociale. Nous vous demandons de considérer les pistes offertes par une réduction généralisée du temps de travail, par un financement alternatif de la Sécurité sociale et par la création d'emplois visant à satisfaire les besoins sociaux non couverts actuellement.

CANAL MARCHES, un projet d'avenir

Une équipe de vidéastes est partie
sur les routes...

CANAL MARCHES C'EST QUOI ?

Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion ont été filmées par ses acteurs: chômeurs et autres victimes de l'exclusion sociale de toute l'Europe. Ils étaient munis d'une caméra semi-professionnelle Hi8 ou V8 et ont filmé leurs rencontres, expériences et combats à travers l'Europe tout au long de la marche. Pour la plupart, ils étaient amateurs et ont appris à filmer pour cet événement.

Sur les 4 cassettes prévues qui regroupent le journal des marches, 3 sont sorties dès à présent (cfr le bon de commande inclus dans cette page).

Mais Canal Marches ne s'arrêtera pas après les marches ! Des projets, des stages d'approfondissement vont se mettre en place et se réaliser.

POURQUOI CANAL MARCHES EST UN PROJET D'AVENIR ?

Canal Marches donne la parole et le droit à l'image à ceux qui sont trop souvent absents des écrans. Il permet à des personnes précarisées de se réapproprier un outil audiovisuel qui ne leur est pas facilement accessible. Ils peuvent ainsi donner leur propre interprétation de leur vécu et du monde qui les entoure.

Après tout, il y a longtemps que des journaux écrits sont produits dans les associations ou par de simples citoyens alors qu'il n'en va pas de même pour les moyens audiovisuels. Aujourd'hui, des moyens légers permettent de réinvestir ce champ. "Canal Marches" en constitue une expérience à grande échelle et internationale.

Après avoir suivi un stage et quand les marches étaient en Belgique et en Hollande, Michel, Denis, Dino, Marc et Claire ont filmé et interviewé ses acteurs. Une quarantaine d'heures de rushs ont été filmés ou vont encore être filmés. Des interviews des marcheurs belges et des membres des comités locaux doivent encore y être ajoutés à ce matériel brut qui nous

permettra de monter la cassette spécifique belge.

L'équipe de "Canal Marches Belgique" est constituée d'une dizaine de personnes qui n'ont pas pu tous filmer pendant les marches: Alain (Média Animation), Frédéric (cameraman formé à l'I.A.D.), Dominique (qui a filmé en Irlande), Margot, Freddy, Jean-Luc,... mais qui ont l'intention de continuer le travail après les marches.

D'autres projets sont envisagés. Ils visent notamment à enregistrer le témoignage de chômeurs, précaires; à faire prendre conscience au grand public "qu'est-ce que l'exclusion ?" et à les solidariser à lutter contre l'exclusion et pour des revenus décents pour tous.

Tout cela demande de l'argent pour réaliser ces projets: cassettes Hi8 ou V8, copies des cassettes, location de caméras, de tables de montage, aide d'un monteur, production, ... C'est pourquoi, le soutien financier que vous pourrez apporter à la démarche sur le compte de "Canal Marches Belgique" 001-3033731-35 est important car il nous permettra de mener à bon terme nos projets.

Claire André

Pour tous renseignements, n'hésitez pas à m'appeler au 02/479.39.82. (tél. et fax).

Je commande...

Nom: Prénom:
Association:
Adresse: C. P.:
Ville ou Commune: Tél.:/.....
(Nbre) cassette(s) du n°1: au prix de FB
..... cassette(s) du n°2: au prix de FB
..... cassette(s) du n°3: au prix de FB
..... cassette(s) du n°4: au prix de FB

Frais d'envoi: ajoutez 100 FB par cassette à votre versement. Délai de livraison: + ou - 15 jours.

Ce bulletin de commande doit être accompagné d'un versement sur le Compte 001-3033731-35 de "Canal Marches Belgique". Dans le cas contraire, aucune cassette ne vous sera envoyée. N'oubliez pas de mentionner dans la communication à quel achat de cassettes correspond votre versement.

Pour acheter plus directement ou tous autres renseignements, contactez: Claire André, tél. et fax: 02/479.39.82.

Bon à renvoyer: à Canal Marches Belgique, 10 rue Jean Baudoux, 1090 Bruxelles, fax au 02/479.39.82, e-mail: collectif.emploi@linkline.be

Prix des cassettes: 500 FB pour les personnes à revenus faibles (chômeurs, minimexés,...); 600 FB pour les salariés; + de 600 FB: prix de soutien.

Quel emploi, quel temps de travail et quels revenus pour les hommes et les femmes?

avec Marie-Rose Clinet, Jo Brew, Jacques Bauduin et Fanny Filosof

Le texte intégral des interventions est disponible sur demande au secrétariat du Collectif, tél. et fax: 02/479.39.82 (40 FB + 34 FB frais d'envoi) au compte 523-0800384-15 du Collectif ou envoyer un petit mot à l'adresse du Collectif au 47 rue Malibran, 1050 Bruxelles.

I. Ce que nous apprennent les femmes en grande difficulté: Marie-Rose Clinet (Flora).

Plus d'un million de personnes sans emploi. Des salariés qui font des heures supplémentaires et passent par toutes les conditions de flexibilité. Une petite minorité de privilégiés qui voit ses revenus financiers gonfler. Les écarts se creusent entre les nantis et les exclus. La catégorie intermédiaire risque fort de basculer du côté de l'exclusion.

Dans une situation sociale problématique, il est important d'écouter les personnes qui vivent dans les conditions les plus difficiles car c'est d'elles que le renouveau peut venir. De plus, elles attirent l'attention sur des problèmes qui ne sont pas encore visibles pour les autres.

Les femmes peu scolarisées en recherche d'insertion socio-professionnelle peuvent nous ouvrir les yeux sur les contradictions du système dans lequel nous vivons: manque d'emplois, abondance de travail non reconnu, sécurité ou assistance sociale en retard sur l'évolution sociologique et économique. Elles vivent toutes ces contradictions au jour le jour sans amortisseur d'aucune sorte.

L'année dernière, le Réseau Flora a été chargé par le Service Egalité des Chances du Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail de mener une recherche sur les facteurs qui favorisent ou compliquent l'insertion socio-professionnelle des femmes peu scolarisées. (recherche JUMP)-

Les causes du non-emploi liées à la personnalité:

Un élément important qui explique le non-emploi est l'attitude de la femme par rapport à la vie, une attitude qui a sa racine dans la petite enfance de chacune, dans

l'expérience que la petite fille a faite de l'acceptation ou la non-acceptation de sa personne.

Mais la fragilité personnelle fait la différence quand il y a un emploi, pour le donner à une personne plutôt qu'à une autre. Jusqu'à il y a quinze ou vingt ans, on pouvait être une femme avec énormément de fragilité personnelle, trouver un l'emploi et le garder. Donc ce qui est vraiment fondamental, ce sont les causes sociales.

Les causes sociales liées au marché de l'emploi:

Des femmes entre 45 et 50 ans ont trouvé du travail alors qu'elles étaient à la limite de l'analphabétisme (ou étrangères maîtrisant mal le français) et qu'elles avaient des charges de famille. Puis des petits commerces ont fermé, des industries ont restructuré, et elles ont été licenciées. Les jeunes femmes qui présentent un profil un peu semblable ne trouvent plus que des emplois précaires avec des horaires atypiques ou du travail au noir.

Les femmes d'origine étrangère sont rejetées, même si elles ont un diplôme, si elles ont le malheur d'avoir la peau un peu trop sombre ou si elles préfèrent le foulard à la minijupe. Un autre type de parcours vers le non-emploi est celui de femmes qui ont travaillé dans des statuts particuliers: intérim, travail indépendant, temps partiel, contrats à durée déterminée successifs. Quand elles ne peuvent plus continuer, elles n'ont pas droit au chômage et elles sont moins bien vues par les employeurs que ceux qui donnent accès à des primes.

Les causes sociales liées aux tâches familiales:

Qu'elles aient délibérément choisi de ne pas travailler pour s'occuper de leur famille ou qu'elles n'aient plus pu concilier le travail à l'extérieur et le travail ménager, des femmes sombrent dans la précarité en cas de rupture du couple. Ça n'empêche pas de prôner le retour au foyer des femmes comme une solution à la crise. On préconise un emploi et demi-par ménage ou des pauses carrières et

on ne tire pas les conclusions qu'il faudrait en termes de protection pour les personnes qui s'y risquent.

C'est une contradiction majeure de notre système: alors que les couples sont beaucoup moins stables qu'autrefois, la protection sociale continue à reposer sur la notion de ménage. Plus grave: on ne va pas dans la direction de droits individualisés. La notion de ménage qui existait pour la réglementation sur le chômage est maintenant introduite dans l'assurance maladie-invalidité.

Ce système de protection sociale qui repose sur la notion de ménage induit un poids terrible sur la vie privée des personnes concernées. Cohabiter avec des parents âgés, ou avec des frères, des soeurs, des amis, est aussi pénalisé. Impossible de mettre ses misères ensemble pour économiser sur les frais de logement et d'équipement.

Les motivations à l'emploi:

Les métiers encore accessibles aux femmes peu scolarisées sont des métiers mal payés, avec des horaires très souvent atypiques: nettoyage, horeca, services aux personnes, commerce. Pourtant, les femmes veulent travailler. Quelles sont leurs motivations à l'emploi?

Elles veulent travailler, tout d'abord pour avoir un revenu. Pourtant, financièrement, certaines n'ont pas intérêt à travailler, surtout en sachant que seul le temps plein donne assez pour vivre mais que ses horaires sont parfois en conflit avec les obligations familiales. Par ailleurs, ce peut être un pari dangereux de quitter la sécurité des allocations pour un contrat à durée déterminée.

Mais, il y a d'autres motivations à l'emploi: la sortie de la dépendance, le statut social, l'identité, la valeur à ses propres yeux et aux yeux des autres, la fierté de gagner son propre argent et sa sécurité sociale, la fierté par rapport à ses enfants, le fait de sortir de ses quatre murs et d'avoir des contacts variés.

La motivation et la disponibilité pour l'emploi varient selon les périodes de la vie, en fonction des charges par rapport à des enfants ou à des parents âgés. La société n'est pas innocente: s'il y avait des services collectifs convenables, les femmes auraient moins de difficulté à concilier emploi et famille.

Quelles pistes soutenir ou refuser:

La dimension emploi est indispensable.

Il n'est pas question de confiner les femmes à la maison même en les payant pour ça. Mais il faut changer l'emploi.

Pour tout le monde, un temps plein avec la protection sociale qu'il procure, ça devrait être 30 heures par semaine.

Il faudrait aussi moduler l'implication professionnelle en fonction des autres aspirations de la personne à différents moments. Mais pas avec le système du temps partiel ou des pauses-carrières actuels, parce que pour choisir ces systèmes, il faut avoir un autre revenu à côté.

Et ça ne devrait de toute façon pas empêcher de développer des services collectifs.

Tout cela demande évidemment un sacré changement de mentalité et de société mais nous sommes dans une situation où il faut envisager une telle révolution pacifique. Tout le monde à l'emploi 38 heures ou 40 heures par semaine, c'est dépassé et ce n'est pas souhaitable.

Heureusement, la diminution du nombre d'emplois ne va pas de pair avec une diminution de la production de richesses. Les machines et les gains de productivité compensent largement. Pensons aussi à tous les budgets qui pourraient être mieux utilisés: les dépenses passives d'indemnisation du chômage et de ses annexes comme les prépensions, le quotient conjugal qui profite surtout à ceux qui n'en ont pas vraiment besoin, le coût des contrôles nécessités par un système qui engendre la tricherie, les sommes à récupérer dans la fraude fiscale, les aides à l'emploi qui ne créent pas de nouveaux emplois, etc.

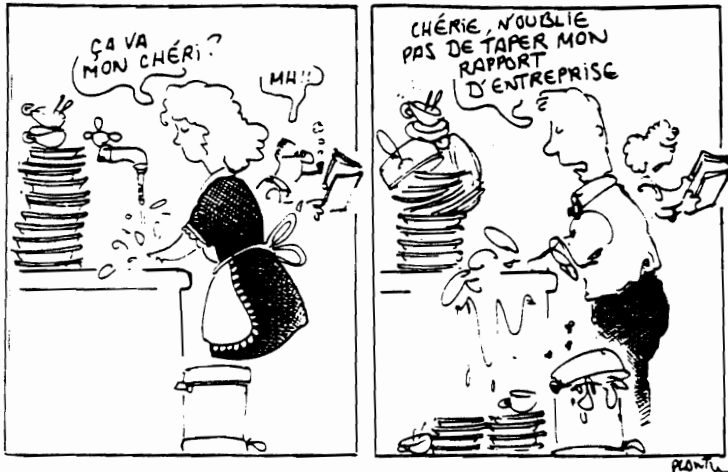
De l'argent, il y en a. Le tout, c'est de le partager. Nous devons imposer collectivement une répartition des revenus et du travail qui soit moins duale. Et à ce moment-là peut-être que nous pourrions ne plus perdre notre vie à la gagner.

II. L'invisibilité des femmes et la valorisation de leur travail: Jo Brew (Wide)

WIDE est un réseau de femmes des organisations de développement en Europe, avec des partenaires dans les pays en voie de développement. Nous faisons du lobbying pour améliorer les politiques et les prises de décision au niveau européen, en essayant de convaincre les institutions de regarder plus les situations des femmes.

Ménagère
s'activant dans sa cuisine

Homme
bravant les traditions.



Secteur monétisé et secteur non-monétisé:

Si on travaille pour un salaire, on est dans le secteur monétisé où se trouvent surtout des hommes mais aussi des femmes. C'est là qu'il y a les avions, les automobiles, les usines.

L'autre secteur, c'est le secteur domestique et le secteur de la nature. Dans les statistiques, on ne compte pas la nature. Un arbre dans le parc, c'est important pour la vie mais ça compte pour rien pour les preneurs de décision. Quand cet arbre est coupé, il monte dans le secteur monétisé et il vaut peut-être 2.000 F. On pourrait dire que l'économie marche mieux parce que l'arbre est coupé, mais, comme on sait, ce n'est pas toujours bon pour le bien-être de couper l'arbre. La voiture et l'avion font la pollution. C'est la nature et la vie qui paient le prix pour cette pollution mais ce n'est pas compté dans les statistiques.

Dans ce secteur non monétisé, il y a aussi le secteur domestique, avec surtout les femmes et les enfants, mais aussi quelques hommes. Une femme travaille pendant trois heures: elle va chercher la nourriture au marché, elle prépare le repas. Quand l'homme rentre à la maison, de son secteur monétisé, elle lui donne un repas et il dit: "merci, c'est bien". Elle dit: "non, non, ce n'est rien". En fait, c'est trois heures de travail. Le problème, c'est que la plupart des gens pensent que le travail qu'elle a fait, ces trois heures dans le secteur domestique, ce n'est rien. Même elle. Moi aussi j'ai souvent dit ça. En fait, il faut valoriser notre travail.

Le problème au niveau gouvernemental, c'est que quand les statistiques sont faites, ils disent systématiquement que le travail dans ce secteur, ce n'est rien. Tout ce travail a été compté il y a deux ans par le PNUD, le programme des Nations-Unies pour le développement. Ils ont trouvé que sa valeur monétaire équivaut à 11 milliards de dollars par année. C'est presque la moitié du secteur monétisé.

On dit souvent que des femmes et des hommes choisissent d'être dans le secteur non monétisé. Mais pour qu'il y ait un choix, il faut donner la possibilité d'avoir un emploi dans le secteur monétisé. Pour le moment, c'est par force que les gens sont dans ce secteur exclu.

Indicateurs sexospécifiques de développement:

Une piste est de regarder les indicateurs sexospécifiques de développement humain. Dans le rapport mondial du PNUD sur le développement humain (1995), la Belgique est dix-huitième dans le monde. L'espérance de vie est de 79 ans pour les femmes et de 73 ans pour les hommes. Le taux d'alphabétisation, c'est 99% pour les hommes et pour les femmes. Mais le problème en Belgique, c'est la répartition des revenus du travail. Les femmes ne reçoivent que 27,3% et les hommes 72,7%.

La solution à laquelle on travaille dans notre organisation, c'est d'améliorer l'égalité. Les politiques, les preneurs de décision, devraient arrêter d'essayer d'agrandir la partie de l'économie monétisée. Ils devraient augmenter l'espérance de vie, la santé, l'éducation, l'égalité entre les hommes et les femmes. Il y a plein d'indicateurs pour compter comment on vit. On travaille sur cela au niveau européen à WIDE, dans la politique de l'économie, du développement et aussi du commerce.

III. Place du travail dans la société et réduction du temps de travail:

Jacques Bauduin, journaliste RTBF

Ce qui m'a paru tout à fait significatif, dans l'enquête de Flora dont a parlé Marie-Rose, c'est ce qui s'est mis en place de manière systématique au cours des dernières années, à savoir ce système de sous-emploi féminin à base de travail partiel imposé. Comme l'a dit un économiste vert français, Alain Lippietz: "les femmes se retrouvent en première ligne

quand l'emploi devient aussi précaire que le couple", parce que le problème est que l'on vit en même temps une mutation de la société fordiste et une crise de la famille. On doit tenir toujours à l'esprit les deux dimensions : la dimension de la métamorphose de la société salariale et celle de la société domestique.

Il est clair qu'au centre de tout projet pour une société plus juste, la question des femmes doit être vraiment une priorité et que dans toutes les propositions et tous les projets qu'on peut élaborer, cette dimension doit être prise en compte.

La place et l'avenir du travail:

Il est important, si l'on veut réfléchir à une société plus juste, de ne pas se tromper de diagnostic.

Dans l'enquête de Flora, certaines choses, je pense, ne correspondent pas à la réalité. Notamment le thème qui a été développé de la "fin du travail", développé par Jeremy Rifkins (c'est le titre de la fin de son livre) et aussi évoqué, d'une certaine manière, par Viviane Forester. Il y a plusieurs observations à faire:

- beaucoup d'emplois actuels, en tout cas beaucoup d'emplois à créer, sont des emplois "relationnels" qui sont relativement à l'abri de l'automatisation et même de la mondialisation;

- les gains de productivité sous le fordisme étaient beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui. Et de toute façon, des gains de productivité, on peut aussi les redistribuer, soit sous forme de hausse du pouvoir d'achat, soit sous forme de réduction du temps de travail;

- jamais on n'a créé autant d'emploi salarié dans le monde qu'aujourd'hui, même s'il s'agit d'emplois mal payés, sans statut et sans dignité. On a dégradé le travail pour établir la rentabilité. La crise du fordisme, c'est avant tout une crise de baisse de l'efficacité du capital.

Le drame de pays comme les nôtres et comme certains pays voisins, c'est que nous sommes des pays entre deux chaises. Nous ne sommes ni des pays qui sont sortis par le haut de ces difficultés, ni non plus des pays qui ont adopté les modèles ultra-libéraux. Ce n'est pas ce modèle-là que je choisirais, mais une des méthodes pour rechercher le plein emploi se fait par des emplois peu qualifiés, peu valorisants et peu payés surtout.

Travail et statut social:

Autrement dit, ce n'est pas le travail qui est mort, mais un certain type d'emploi, dont beaucoup d'emplois sous-qualifiés. Je me situe plutôt dans le diagnostic "ni fin du travail, ni fin du salariat". Un des indices que l'on est toujours dans une civilisation du travail, c'est que la dignité et le statut social continuent d'être liés au rapport à l'emploi et on voit bien combien cette dignité et ce statut social sont remis en cause par l'absence d'emploi. Il existe une véritable hiérarchie des statuts sociaux en fonction de leur distance à l'emploi. Il vaut mieux être prépensionné qu'être chômeur et surtout "assisté".

Quand on parle de temps libre, il ne faut pas oublier l'inégalité en matière de temps libre : le temps du chômeur est un temps déstructuré, ce n'est pas du "temps libre". C'est l'exercice d'une activité professionnelle qui donne son sens au temps. Avoir du temps libre parce qu'on est chômeur, ce n'est pas avoir des loisirs pour se cultiver, contrairement à ce que certains croient, ni du temps pour s'épanouir. On peut l'observer dans diverses enquêtes qui montrent combien des chômeurs sont soulagés lorsqu'ils deviennent pensionnés, simplement parce qu'ils changent de statut et qu'ils en arrivent à un statut qui justifie le non-emploi et le droit à la pension.

C'est la réorganisation des conditions de travail qui reste une priorité. Il reste indispensable de changer le travail par une plus grande qualification des tâches et une recherche de conditions de responsabilité pour les travailleurs à tous les niveaux. Il ne faut pas rêver une restauration de la société salariale fordiste, ce n'est pas du tout cela que je veux dire, mais j'insiste sur le fait que l'on n'est pas non plus dans une situation post-salariale.

La réduction du temps de travail:

Le problème politique majeur n'est pas de spéculer sur la fin du travail mais plutôt de repenser cette société du travail et d'élaborer une politique sociale nouvelle plus radicale.

- premier volet : axe de la croissance soutenable;

- deuxième volet: la création de nouveaux emplois, Fanny Filosof va l'évoquer;

- troisième volet: la réduction du temps de travail.

Je vais quand même donner un petit mot polémique sur un des grands scénarios qui est évoqué, à savoir la baisse du coût salarial,

notamment pour faciliter l'embauche des peu qualifiés, donc en particulier la baisse du coût du travail peu qualifié. Je pense que croire qu'il suffit de baisser le coût du travail, même peu qualifié, pour créer des emplois, ça relève de la croyance en la magie s'il n'y a pas une contrepartie ferme en termes d'emploi. Je vise des propos qui sont tenus par des experts internationaux, l'O.C.D.E., bien sûr, la Banque Nationale... Dit de manière un peu rapide, comme l'a exprimé Mateo Alaluf: "Cessons d'exploiter les machines, mais exploitons les hommes, les femmes, voire les enfants, autrement dit, de la part de gens qui n'ont que le mot "compétitivité" à la bouche, c'est le choix du sous-développement".

La question de la réduction du temps de travail c'est aussi la question de la réorganisation du travail, donc aussi de la maîtrise des conditions de travail. On a assisté ces derniers temps à énormément de mesures techniques, on a beaucoup débattu d'incitants, mais je voudrais rappeler au préalable que ce sont au mieux des mesures d'accompagnement par rapport à des enjeux politiques et sociaux qui vont au-delà des aspects financiers.

Une politique de réduction du temps de travail a besoin d'actions de nature symbolique et doit contribuer à l'émergence de nouvelles normes sociales qui doit inclure les cadres et les dirigeants. Ce n'est pas qu'une question technocratique, c'est une question liée à une très forte mobilisation des salariés et qui doit ouvrir une dynamique sociale. Sans cette dynamique sociale, elle ne sera pas résolue. Si les débats économiques se sont affinés sur les conditions de la réussite de la réduction du temps de travail, leur point faible - et c'est un problème pour nous tous - c'est que l'ancrage social pour déclencher un tel processus reste à trouver. Je me tourne vers les syndiqués qui sont dans cette salle. C'est sur le terrain social que se joue la difficulté à lancer un processus de réduction du temps de travail.

Les difficultés pour la mise en place de la RTT:

La durée du travail est devenue moins qu'auparavant un enjeu collectif clair, vu la diversification des horaires, l'utilisation des temps partiels et autres, et la dilution des normes de référence avec la fragmentation des horaires de travail. Il faut lier cette question à celle des rythmes sociaux. C'est la

question des styles de vie, de l'intensification du travail, de la division sexuelle des tâches qui sont liées à cette question.

Je pense qu'on a besoin d'une forte rerégulation pour accompagner le processus de mise en place de la RTT, donc d'un encadrement centralisé et maîtrisé des négociations pour déboucher sur des solutions qui soient équilibrées économiquement et socialement.

La RTT, par quel chemin ?

- Il y a évidemment les négociations interprofessionnelles, complétées par une loi sur le financement, mais il y a la résistance actuelle du patronat sur cette question.

- Je me sens assez proche de certains secteurs syndicaux qui développent l'idée d'une loi qui permettrait à tous les salariés de toutes les entreprises d'en bénéficier sans perte de pouvoir d'achat, qui permettrait d'en organiser le financement à l'échelle de toute la société et non pas par entreprise, qui permettrait de baisser la durée légale et maximale, autrement dit des formes d'emploi qui se développent, du style "emploi annuel à temps partiel et à horaire variable sur l'année", et aussi d'imposer l'obligation de création d'emploi.

- Il y a aussi la question du "crédit temps" dont Fanny va parler. Il faut une loi parce qu'elle créerait l'obligation de négocier les modalités précises dans les secteurs et dans les branches.

Il faut y aller par tous les bouts à la fois, il faut y aller par une loi, mais il faut y aller aussi par les négociations, parce qu'une loi ne peut pas répondre à tout, une loi ne peut pas répondre à la diversité des situations et des formules qui peuvent être adoptées: diminution de la durée quotidienne, diminution de la durée hebdomadaire, d'autres formules, et la négociation permet aux salariés d'ouvrir les questions de maîtrise de réorganisation du travail que tout cela va entraîner.

Si les sociétés occidentales ne sont plus structurées par un conflit de classe central entre les propriétaires et les non-propriétaires des moyens de production, le clivage entre les salaires et les profits continue à conditionner la vie économique et les arbitrages entre salaires et profits sont toujours d'actualité. Si l'âge de la lutte des classes dans sa version marxiste est sans doute passé, nous sommes toujours dans l'âge du partage entre les salaires et les profits.

IV - Les femmes, premières exclues du travail:

Fanny Filosof

Par rapport à toutes ces propositions qui ont été émises concernant la solution par rapport au chômage, il y a des propositions qu'on entend peu, qu'on entend mal ou qu'on n'entend pas, ce sont des propositions qui viennent des femmes. Elles sont très liées à la vie, très liées au besoin que l'on a de vivre bien.

Je ne prends pas en considération spécifiquement comment les entreprises gagnent ou ne gagnent pas leur argent, mais comment on peut utiliser un taux de productivité pour répondre aux besoins de la population. Ce besoin de la population n'est pas forcément dans plus de ce qu'on appelle du temps libre, et je voudrais dire qu'il n'est pas si libre pour les femmes. On ne peut pas ignorer la moitié de l'humanité, surtout que c'est cette moitié qui s'occupe des soins aux personnes, je veux dire la santé, mais pas simplement en tant que professionnels, mais aussi au sein même de la famille.

Le problème de l'égalité.

Il faut bien se rappeler qu'actuellement, sous le terme d'égalité, on met toutes les inégalités qui concernent les femmes. Dans les années 30, il y a eu une crise, et on disait "les femmes ne peuvent pas travailler" ou "les femmes ne peuvent plus être dans la fonction publique quand elles sont mariées", "elles n'ont plus droit au chômage", etc. C'était clair et la combativité des femmes pouvait se mesurer à du concret.

Actuellement, on dit "les femmes sont égales", mais on définit trois niveaux pour le chômage. Il y a d'abord le chef de famille, majoritairement des hommes, puis il y a les isolés, des hommes et des femmes, et il y a enfin les cohabitantes (je n'ai déjà pas su le dire au masculin), essentiellement des femmes, 85 %. Qu'est ce qui se passe en créant ces trois niveaux, sinon de l'inégalité ?

Mais il y a un endroit par rapport à cela où il y a de l'égalité, c'est dans la ponction, c'est dans la participation: les femmes comme les hommes paient exactement la même chose pour la sécurité sociale, elles n'en reçoivent absolument pas les mêmes bénéfices. Si elles sont à 85% cohabitantes, c'est dans ce lot-là que se trouvent les exclusions du chômage. Cela veut dire que vous avez cotisé un certain nombre d'années pour rien, tout ça parce que vous avez encore un conjoint qui travaille. Ça n'a aucun sens et l'exemple que j'aime bien de montrer,

même s'il a l'air un peu ridicule, c'est que si vous payez deux assurances pour deux voitures au sein d'un couple, jamais la compagnie d'assurance ne pourrait se permettre de vous dire qu'elle ne vous rembourse pas pour votre accident de voiture parce qu'il y en a encore une autre dans le ménage. C'est exactement ce que l'on fait pour nous dans la sécurité sociale. Derrière le mot d'égalité se cachent un tas d'inégalités.

Par contre, dans toutes les mesures qui ont été prises, il y a un domaine qui n'a pas été touché, les droits dérivés en sécurité sociale. Ce sont les droits qu'a une personne qui cohabite avec une autre et qui ne travaille pas, l'autre personne ne payant donc qu'une seule cotisation pour l'adulte. Ça coûte un tiers de la sécurité sociale d'une façon tout à fait injustifiée, qui n'a d'ailleurs pas existé au début de la mise en place de la sécu. Dans le cadre des droits dérivés, la femme au foyer n'est pas protégée par la sécurité sociale. Il suffit que le conjoint ou elle-même quitte la famille pour qu'elle se retrouve sans sécurité sociale. Ce n'est pas un droit donné aux femmes qui sont au foyer, c'est un droit qu'on donne aux hommes d'avoir une femme au foyer, avec des bénéficiaires.

Il faut aussi parler du quotient conjugal. S'il y a bien quelque chose d'injuste, c'est bien ce quotient conjugal. Quand il n'y a qu'une personne qui travaille, on peut remettre une part de ses revenus sur la personne qui ne travaille pas de façon à payer moins d'impôts. Ça fait 60 milliards, et ces 60 milliards ne sont absolument pas profitables au ménage à un revenu dont les revenus sont bas. Ce système ne profite qu'à ceux qui ont des hauts revenus.

Enfin, je voudrais dire un mot par rapport à la réduction du temps de travail. "Ah oui, vous savez, vous serez bien heureuses. A partir de là, les hommes vont aider dans le ménage et il y aura un partage des tâches domestiques". Je tiens à faire remarquer que le partage des tâches domestiques n'a pas changé quand on est passé de 50 h à 45 h, puis de 45 h à 40 h. Je pense qu'il n'y a qu'une façon d'obtenir l'égalité, c'est d'avoir toutes les autres égalités. Quand nous aurons une égalité de salaire, une égalité de revenus, une égalité dans la gestion du pays, nous aurons des arguments pour avoir une égalité au sein de la famille et du partage des tâches, même si il y aura encore des reliquats d'autre chose.

Les propositions des femmes:

- diminution du temps de travail, comment ? On parle du "crédit-temps". J'ai presque envie d'appeler cela, et ça fait très capitaliste, une "bourse de temps". Cette proposition est que chaque personne qui naît, qui rentre dans le circuit du travail, dispose d'une bourse de temps qu'on doit encore calculer, mais disons de 3 ans. Cette bourse est à prendre obligatoirement. C'est de l'"argent-temps" à dépenser obligatoirement au cours d'une carrière. Ce qui signifie qu'on le prend au moment où on en aurait, soit besoin, soit envie. C'est une autre conception de la vie, de ce dont on a envie dans sa vie. La proposition, c'est qu'il y ait un aménagement du temps de travail à prendre obligatoirement. Il a fallu penser à cette obligation en tant que femmes, sinon, ça reste un discrédit au niveau des femmes, si on ne le rend pas obligatoire, parce que les femmes le prendront, les hommes ne le prendront pas, et à ce moment là on va encore considérer qu'il y a danger à prendre des femmes pour un même emploi par rapport à des hommes.

- Il y a des emplois qui manquent absolument.

Je parle des crèches, des garderies, etc. Il manque certainement entre 20.000 et 25.000 emplois dans les crèches et dans les garderies pour les enfants de 0 à 3 ans. Actuellement on considère qu'il n'y a qu'un quart des enfants qui sont acceptés dans des structures d'accueil, crèches ou gardiennes encadrées.

Il manque certainement des emplois au niveau des personnes âgées et environ 80% de l'aide aux personnes âgées est donnée par les familles. On croit toujours que ce sont les aide-familiales: elles sont absolument manquantes.

- il faut aussi remettre des petits trains ou des petits autobus pour que les gens qui habitent des petites villes puissent avoir des relations les uns avec les autres.

Assemblée générale du Collectif du 24.6.97

1. Bilan des ateliers:

Cfr la présentation des ateliers comprise dans ce numéro.

De nombreuses perspectives et travaux mis en chantier. Mise en commun des ateliers en octobre (date à confirmer).

2. Bilan des marches:

cfr article d'Antoinette Brouyaux.

Serge Remy constate le manque de visibilité du Collectif dans les marches mais Claire André n'est pas d'accord sur ce point car elle estime que le Collectif est maintenant connu internationalement et estimé à l'étranger pour le travail que ses membres y ont accompli. Jürg rappelle par ailleurs que le Collectif est à la base depuis le début de la réalisation des marches en Belgique.

Serge et Antoinette attirent l'attention sur les dépenses d'énergie à double emploi.

Didier regrette que nous n'étions pas nombreux à Vilvoorde le dimanche 1er juin.

André pense que la présence récente majoritaire des socialistes dans les gouvernements européens représente un espoir sérieux pour que la situation sociale change dans un sens positif.

3. Bilan des associations signataires:

Bilan positif en général. Avoir une réflexion plus fondamentale sur l'emploi apparaît comme plus que nécessaire vu le grave déficit de nos institutions en général à ce propos. Une association comme le Collectif permet de faire avancer le débat même chez les militants des partis traditionnels.

Des regrets sont exprimés par rapport à la présence peu massive des membres des associations signataires lors des activités organisées par le Collectif. Marie-Rose Clinet (Flora) et Yves Hellendorf (C.N.E.) constatent qu'il y a un mauvais relais de l'information dans leur association, syndicat. Pour Yves, l'aspect réseau du Collectif est crucial. D'autre part, l'actualité "emploi" n'a pas été en reste ces derniers mois, à tel point qu'elle en est étouffante. Les structures syndicales classiques se montrent peu ouvertes au débat et s'avèrent particulièrement "bloquées".

Le C.J.E.F. a lancé une réflexion sur l'emploi qui est toujours en cours à l'intérieur de sa structure (80 associations). Le fruit de cette réflexion -soit des revendications- sera porté vers le monde politique. Le C.J.E.F. manifeste d'ailleurs actuellement une volonté de s'ouvrir, notamment vis à vis des partis politiques. Jean-Michel remarque que si le Collectif veut associer d'autres organisations, il ne doit pas proposer un thème trop général.

Pour Philippe Henry, la série de contacts entamée avec les associations devra être continuée mais il faut savoir ce qu'on va en faire. Jusqu'à présent, ceux-ci se sont révélés positifs. Une journée où chaque association pourrait s'exprimer est à envisager.

Antoinette Brouyaux remarque qu'il y a de trop nombreuses actions convergentes qui se font concurrence. Les comportements individualistes sont encore trop présents et empêchent de travailler de manière coordonnée. Au final, la dispersion induit le peu de présences lors des activités proposées. Par conséquent, il est important de veiller à ce qui se passe ailleurs, de réfléchir à la façon dont on fonctionne et de se donner les moyens de réussir ses objectifs.

Serge Remy constate que nos réflexions ne sont pas isolées. Ken Coates, appel des 300 économistes, le Contre-Sommet d'Amsterdam, ... Nous devons penser à avoir une date butoir et des échéances claires pour nos revendications si nous voulons être constructifs. Pour réussir notre combat, il est important d'associer les 3 acteurs suivants: associations, syndicats et partis. Nous devons mobiliser le plus largement la société civile par rapport au forum emploi des gouvernants européens prévu en octobre ou novembre.

Jürg Schuppisser attire l'attention sur le rôle des Allemands dans le débat sur la C.I.G. Les gouvernants européens ne peuvent plus maintenant se servir du prétexte "c'est la faute ... à Major". Des forums citoyens pourraient être organisés à ce sujet partout en Belgique. Ils seraient facilement organisables. Une recherche de partenaires s'avère nécessaire et fixer une date par exemple en octobre. Les capacités citoyennes existent; elles ont fait leur preuve. Il faudra demander aux gens de ramener le résumé de leur réflexion à un endroit bien précis.

Ghislaine pense que le sujet emploi est un sujet extrêmement vaste mais qu'il intéresse les gens. Le succès de notre forum en avril l'atteste. Cependant, nous devons éviter de démultiplier les forums vers une même date. Attention à ne pas être dépassés par le mouvement que nous lançons.

André Leclercq estime qu'il faut travailler avec les structures syndicales, associations, partis qui bougent et revendiquent. A cet égard, l'analyse des forces présentes dans les marches quant à leur représentativité dans l'opinion publique peut nous aider mais n'est pas vitale.

Pour José, mobiliser les militants n'est pas simple même s'ils sont plutôt à gauche: il faut encore les convaincre de l'utilité de l'action. Les discours sont perçus parfois comme trop ou parfois comme pas assez agressifs. D'autre part, une campagne contre le statut de "cohabitant" devrait être lancée en Belgique. Elle serait mobilisatrice pour les chômeurs et minimexés. La Coordination sans abris programme un gros forum sur le logement en septembre.

Pierre Lories pense qu'il faut se dégager de l'idée que tout doit venir de nous. Pour aller au bout de notre projet, nous devons interpeller les autres et lutter contre l'attentisme.

4. Bilan de la coordination:

La coordination du Collectif a été plus qu'absorbée par les marches et depuis au moins 6 mois, elle ne s'est plus réunie que pour préparer les assemblées générales.

La coordination changera de forme en septembre. Elle sera celle de la coordination Forum. Si besoin est, des groupes de travail de 2 à 3 personnes seront mis en place.

5. Etat des comptes du Collectif:

Le compte est en déficit virtuel, par conséquent nous manquons de jeu pour le futur proche (timbres, ...) et nous avons des dettes (par rapport au futur compte A.C.S. (à ouvrir) et autres remboursements...) En septembre, nous devons rechercher de nouvelles pistes de financement ou dons. [Les entreprises sociales pourraient être une piste]. Le Collectif existe depuis 1 an: nous devons relancer cotisations: membres, sympathisants + abonnement.

6. Nouvelles de l'A.C.S. (Agent contractuel subventionné). On attend des nouvelles de l'Orbem. Mais l'engagement n'est malheureusement pas encore pour tout de suite... Ouverture d'un nouveau compte destiné aux frais liés au fonctionnement de l'A.C.S.



LES ATELIERS DU COLLECTIF

POUR UNE AUTRE SOCIETE

Maurice Delogne, 24/11 rue Forestière,
1050 Bruxelles, tél.: 02/647.14.29.

Bilan des activités passées: Jusqu'à présent, il y a eu 7 à 8 réunions à Bruxelles avec 4 à 10 participants. Dans l'ensemble, les échanges de vues sont fructueux.

Il y a accord général entre les participants:

- sur la nécessité d'une société dans laquelle seront satisfaits un maximum de besoins pour le plus grand nombre, ici et ailleurs dans le monde;
- sur l'existence de moyens rendant possible la satisfaction des besoins, le problème à résoudre étant celui d'une répartition équitable des richesses et des revenus;

A partir de là, les divergences sont multiples sur les conditions et les moyens de satisfaire les besoins.

Des réticences existent vis à vis de la suppression du droit de propriété privée des moyens de production et quant à leur remplacement par le droit d'usage. La réflexion sur la question doit être poursuivie.

Pour ma réflexion personnelle, je m'accorde un délai pour essayer de dégager des premiers enseignements pour une "décantation" utile.

Les prochains rendez-vous seront communiqués à temps.

Fraternellement,

Maurice Delogne

ATELIERS DE LA REGION DE CINEY

Marie-Pierre Seron -Antenne Namur-Ciney
21/7 rue E. Dinot, 5590 Ciney
tél. : 083/21.57.34

Deux groupes de jeunes ont jusqu'à présent participé à la réflexion sur les solutions qu'ils estiment les plus porteuses pour résoudre le problème de la crise de l'emploi. Il s'agit d'une part d'un groupe de jeunes femmes minimexées ou chômeuses des communes de Gedinne et Vresse/Semois et d'autre part d'un groupe de jeunes chômeurs et minimexés en formation au sein de l'Entreprise de Formation par le Travail "Espaces" à Ciney.

Le groupe de Vresse/Semois-Gedinne a déjà finalisé sa réflexion et formulé différentes propositions où l'on retrouve:

- donner la priorité à l'Europe sociale;
- réduire le temps de travail à 32 ou 30 heures sans perte de pouvoir d'achat et avec embauche compensatoire;
- mieux lutter contre le travail au noir;
- fixer l'âge de la pension à 60 ans pour tout le monde au lieu de la généralisation à 65 ans décidée récemment !;
- diminuer les cotisations sociales à condition qu'il y ait bien augmentation nette du nombre de travailleurs;
- création par l'Etat de véritables emplois répondant à des besoins sociaux non encore rencontrés;
- organisation de formations pour les chômeurs qui soient valorisées par un diplôme et augmentent réellement les chances de décrocher un emploi.

L'atelier du groupe de jeunes en formation au sein de l'EFT "Espaces" est toujours en cours.

Ce travail va être proposé à d'autres groupes encore. Il se base sur la démarche de l'éducation permanente: on part des propositions des membres du groupe eux-mêmes, et on réalise ensuite avec eux un travail de réflexion critique par rapport à ces propositions, éventuellement avec l'appui de documents vidéo ou écrits, en invitant des personnes ressources, ...

Marie-Pierre SERON

COMMENT MOBILISER LES SANS-EMPLOI ET LES PRECAIRES ?

Claire André, 10 rue Jean Baudoux,
1090 Bruxelles, tél. et fax: 02/479.39.82,
e-mail: collectif.emploi@linkline.be

Les objectifs de l'atelier sont les suivants et ont été définis par les participants à l'atelier:

- approfondir nos connaissances concernant la situation, le vécu des chômeurs et des précaires en Belgique;
 - connaître les associations de chômeurs existantes en Belgique et à l'étranger;
- Une série de contacts ont été pris dans ce sens: Réseau Européen des Chômeurs, M.N.C.P. (Mouvement National des Chômeurs et Précaires - France), Mordicus (Verviers).
- favoriser la naissance de lieux de parole qui permettent à la fois aux chômeurs de se rencontrer, d'échanger et de mettre le mot "solidarité" en pratique;

- récolter des témoignages de chômeurs et de précaires à travers Canal Marches (vidéo) et un livre (en collaboration avec Mordicus);
- élaborer des revendications liées à la situation des chômeurs et des précaires et avec les chômeurs et les précaires (questionnaire en cours).

La réalisation de ces objectifs est en cours. Le questionnaire sera bientôt distribué auprès de son public cible. Les lieux de parole commenceront à la rentrée et seront précédés par une formation pour les animateurs.

Des personnes venues de toute la Belgique (Liège, Quaregnon, Charleroi, Bruxelles, Namur, ...) ont participé à l'atelier du 27.4.97 (1er forum du Collectif), et se sont dites intéressées de lancer ces lieux de parole dans leur région. Une réunion d'évaluation aurait lieu tous les deux mois entre les animateurs. Le financement du déplacement de chômeurs et de précaires à ces réunions s'avère plus que nécessaire. D'autre part, nous aurons aussi besoin de conseils juridiques pour l'élaboration et la réalisation d'actions.

L'atelier n'a pas eu lieu pendant les marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion mais recommencera de plus belle après, fort des expériences égrenées pendant les marches.

Claire André

SYNDICATS

François Verhulst, 15 avenue Coloniale,
1170 Bruxelles, tél.: 673.07.65,
e-mail : francois.verhulst@skynet.be

3 réunions ont été tenues (27/4, 14/5 et 28/5). Nous sommes 11 participants.

Une première étape nous a permis de dégager les sentiments et ressentiments par rapport aux structures syndicales, que l'on reconnaît en même temps comme nécessaires et inadaptées dans les questions d'exclusion. Les syndicats restent fondamentalement des associations d'actifs.

La réflexion s'est ensuite concentrée sur les "absences" syndicales dans l'animation des chômeurs et sur les demandes de ceux-ci. Il semble donc intéressant que le Collectif serve de plate-forme d'expression et de catalyseur des revendications sur ce terrain.

La suite du travail devrait nous permettre :

- d'abord de relier notre travail à celui de l'atelier "Mobiliser les sans-emploi et les précaires",
- ensuite, nous désirons rencontrer et interpellier des responsables dans les organisations syndicales et voir comment se réalise ou non la présence et l'efficacité syndicale parmi les "travailleurs sans emploi".

François Verhulst

REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Didier Coeurnelle, 18 rue Delhaize, 1080 Bruxelles,
tél. et fax : 02/410.59.56,
e-mail: <didiercoeurnelle@inet.be >

Comment concrètement diminuer le travail? Cette diminution est-elle pour ceux qui le "souhaitent" ou pour tous? Combien d'heures faudrait-il travailler? Comment mettre sur pied cette diminution? Voici quelques thèmes de discussion abordés.

L'atelier s'est réuni à 3 reprises. La première réunion en avril a été consacrée à la description et à la discussion d'idées relatives à la réduction du temps de travail émanant de Stany Grudzielsky, sociologue, travaillant actuellement à la commission européenne, d'Henri Goldman, rédacteur à la Revue Politique, et de l'auteur de ces lignes (D. Coeurnelle), juriste spécialisé en sécurité sociale. Un exposé très intéressant de Felipe Van Keirsbilck, membre du Service d'Etudes de la CNE, des projets de son syndicat s'est déroulé à la fin du mois de mai.

Enfin, nous avons consacré une réunion au mois de juin à la préparation d'une rencontre-débat qui se déroulera le mardi 16 septembre 1997 en soirée à Bruxelles. Ce débat sera l'occasion d'une comparaison/confrontation des projets et objectifs de la FGTB, de la CNE et des Equipes populaires.

La réduction de la durée du temps de travail est (enfin) devenue ces derniers mois un enjeu plus visible. La rentrée devrait être l'occasion de discussions assez nombreuses et, peut-être, d'avancées concrètes.

Des textes présentés à l'atelier sont également disponibles sur le site du Collectif :
<http://www.enter.org/solidarity>

Didier Coeurnelle



LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Philippe Henry, 17 rue Bovy, 4000 Liège,
tél.: 04/252.20.76

S'il est fréquent de s'interroger sur le rapport des jeunes aux politiques (leur (dés)engagement, leur individualisme, etc...), on a par contre moins l'habitude de poser la question réciproque - et sans doute première - des responsabilités de la société et donc du politique à l'égard de la jeunesse. Il nous semble indispensable de réfléchir à la question d'une véritable politique de jeunesse cohérente et volontariste, qui fasse des jeunes des acteurs à part entière et qui ait pour ambition de leur permettre de s'intégrer dans la société. C'est l'objectif de notre atelier que de réfléchir à ces questions et de voir comment elles peuvent se traduire par des propositions concrètes.

Prochaine réunion: à la rentrée en septembre.

Philippe Henry

PARTICIPATION DES CITOYENS AUX CHOIX DE POLITIQUE EUROPEENNE

Philippe Leloup, Nieuwelaan 119/1,
1853 Strombeek, tél.: 02/267.68.95

Deux réunions ont eu lieu, suivies d'échanges informels avec quelques intéressés. Il en est ressorti un texte de deux pages reprenant les principales idées et propositions. Voir ci-dessous.

Philippe et Nur souhaitent organiser un événement (avec la participation du député européen Philippe Herzog), pour peu que des organisations porteuses soient sensibles au sujet traité et qu'elles comprennent son impact.

L'atelier aimerait s'adjoindre de nouveaux participants pour ce faire et aussi faire connaître ces propositions et réunir d'autres qui voudraient travailler à leur diffusion et concrétisation.

PROPOSITIONS

Ici et là-bas, le ras le bol des gens fait rage. On demande l'Europe sociale. Vous demandez l'Europe sociale ?

Assez demandé, je veux participer.

Parce que le devenir de la société nous concerne tous, la participation des citoyens que j'évoque ci-après me semble un devoir incontournable trop souvent délaissé au profit d'un catalogue de droits si facile à revendiquer.

Entre le citoyen et l'Europe existe un espace de participation dont nous sommes chacun responsables.

Il ne tient qu'à nous d'en ouvrir le champ, de jeter les ponts nécessaires pour animer ensemble ce lieu, cette Europe où citoyens, pays et politiques avanceront enfin l'un vers l'autre.

Le drapeau de l'Union européenne représente 12 étoiles en cercle sur fond bleu. Ce fond de ciel bleu nous semble aujourd'hui bien sombre, voire inaccessible. Inaccessible ?

L'Europe, pourtant, se vit ici, en chaque européen. Crise, chômage, manque d'argent, malaise, compétitivité, exclusions et désillusions.

Les politiques européennes (monétaire, économique, sociale, de l'agriculture, de la concurrence, ...) marquent notre vie quotidienne et dépendent étroitement des États-nations. Ceux-ci, accrochés à leur souveraineté nationale, bloquent la construction d'une Europe politique plus harmonisée (sur le plan fiscal notamment) et mettent un frein à une meilleure répartition des richesses. Dès lors, par manque d'argent, parce que les priorités sont différentes, il est démoralisant de voir bon nombre d'initiatives créatives, originales, citoyennes, se paralyser ou avorter.

Mais comment changer les priorités, installer la qualité, changer la société si on ne s'intéresse pas à la politique ? Si on la laisse tomber ?

Pratiquer la Politique au sens noble du terme revient à gérer le Bien Commun dans un esprit d'ouverture, de démocratie et de fraternité pour un projet de société à venir.

A cette responsabilité-là, je suis partie prenante et participante.

Puisque la vie de chacun est influencée par les décisions et les choix politiques, ceux-ci devraient être du ressort de toutes les composantes de notre société: hommes, femmes, enfants, handicapés, étrangers, pensionnés, chômeurs, minimexés, employés, salariés, indépendants, artistes, ...

Un espace d'écoute et de dialogue doit s'ouvrir:

Individuellement d'abord puis collectivement, pour mieux comprendre, pour mieux choisir, en connaissance de cause, et décider en toute responsabilité des politiques locales, nationales et européennes.

Où pouvons-nous vraiment participer et nous concerter ?

Le Parlement européen, élu pour nous tous, a adopté en décembre 96 le rapport du député français Philippe Herzog sur la participation des citoyens dans les institutions de l'Union européenne.

Une perche nous est lancée. Un courant peut passer. Il serait très intéressant de nous en inspirer pour étendre à tous les niveaux (à commencer par soi-même), les faisceaux d'une démocratie et d'une responsabilisation élargie.

Voici quelques propositions de Philippe Herzog:

- 1) Mettre en délibération publique les politiques de l'Union (économique, monétaire, sociale, des services publics, etc...) de façon à impliquer les citoyens, les associations et les élus dans l'examen des problèmes communs.
- 2) Prévoir à cette fin la tenue d'une conférence annuelle publique sur l'état de l'Union européenne et sur les orientations politiques. Cette conférence serait préparée au niveau national. Le secrétariat et la synthèse des avis incomberaient au Parlement européen.

- 3) Confier au Comité Economique et Social et au Comité des Régions un rôle d'impulsion de la consultation sur le terrain ainsi qu'un rôle de traitement des avis qui s'expriment. Ces deux comités feraient remonter les avis vers les institutions communautaires (Parlement européen, Conseil, Commission) et informeraient en retour les acteurs de terrain.
- 4) Evaluer les Politiques de l'Union de manière pluraliste, sans monopole d'expertise mais en associant les élus et les acteurs sociaux.
- 5) Réviser le mode de scrutin. Eliminer la plupart des cumuls de mandats et de fonctions.

Plus que par des discours, c'est par une manière d'être, d'écouter, de proposer, de prendre des initiatives constructives et de participer ensemble, concrètement, citoyen et politique, que se tisseront les liens d'une véritable Europe des citoyens.

Philippe Leloup

FUTURS ATELIERS

FATALISME ECONOMIQUE ET PENSEE UNIQUE - QUELLES ATTITUDES ET QUELLES ALTERNATIVES ?

Jean-François Ramquet, tél.: 04/221.96.34

Compétitivité, rigueur monétaire, restructurations, sanction des marchés financiers sont autant de termes maintes fois avancés par les idéologies néolibérales, par la pensée unique.

Fatalisme, résignation ?

L'atelier a pour but non seulement de réfléchir sur d'autres alternatives économiques et sociales mais aussi de débattre du contenu d'un autre système de valeurs à opposer à l'égoïsme et au matérialisme qui nous sont proposés. Pourquoi, en effet, raisonnons-nous avec les mêmes critères d'évaluation que ceux utilisés par les technocrates des banques centrales et des bureaux de consultants internationaux ?

Première réunion en septembre à Liège.

Jean-François Ramquet

AUTRES ATELIERS DU COLLECTIF TOUJOURS EN FONCTIONNEMENT

Nous n'avons malheureusement pas reçu de textes pour le journal pour les ateliers cités ci-après mais des textes, synthèses, ... ont été réalisés. Intéressés ? Contactez leur animateur !

- **VERS UN REVENU INCONDITIONNEL ?**
Stéphane Roberti (tél.: 02/673.69.71) et Sébastien Denys (02/219.58.89)
- **DISCRIMINATIONS RACIALES ET EMPLOI:**
B.T. (tél.: 02/219.59.55)
- **CHOMEUR OBJET OU CHOMEUR SUJET ?
QUELLE PARTICIPATION ET QUELLE
ORGANISATION VOULONS-NOUS ?**
Chantale Rossignon (tél.: 063/41.14.70)

Ou peut-être avez-vous envie vous aussi d'organiser un atelier ? Pour ce faire, contactez le Secrétariat central (tél. et fax: 02/479.39.82) qui se fera un plaisir de vous donner de plus amples informations.

AGENDA Activités du Collectif

Mercredi, 3 septembre 1997, 20h00 à la C.N.E., 176 chaussée de Haecht, 1030 Bruxelles: Groupe coordination forum.

Samedi, 6 septembre 1997 (lieu à confirmer): à 14h00: atelier Comment mobiliser les sans emploi et les précaires et à 16h00: atelier Comment mobiliser... + atelier syndicats.

Mardi, 16 septembre 1997, (lieu à confirmer) à 20h00: rencontre-débat: sur la réduction du temps de travail avec des représentants de la F.G.T.B. et de la C.N.E.

Pour les autres ateliers, un courrier sera envoyé vers la fin août aux personnes qui sont abonnées au journal ou sur demande.

Mardi, 16 septembre 1997, 19h30 à 21h30 à la F.G.T.B., 9-11 place St-Paul, 4000 Liège: lancement de l'antenne du Collectif à Liège

Octobre: Rencontre inter-ateliers et 1er échange quant aux revendications.

Décembre: Forum du Collectif.

*Avec l'aimable autorisation de Plantu.
Nous le remercions chaleureusement.*

AGENDA - Activités extérieures

ETATS GENERAUX CITOYENS

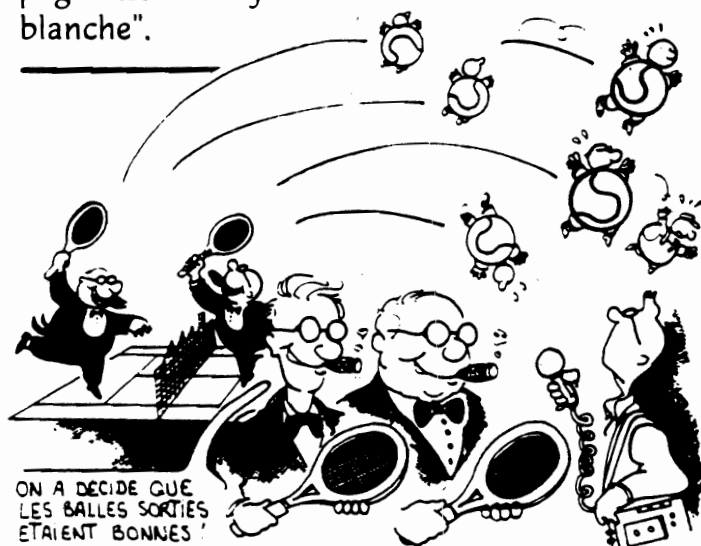
Les 18, 19, 20 octobre 1997

Ils s'inscrivent dans le prolongement de l'action quotidienne des Comités blancs. Ces Etats généraux citoyens veulent avant tout donner "priorité à l'humain". Pour ce faire, ils veulent créer des liens de solidarité entre les gens, des espaces de débat. Une charte citoyenne sera élaborée avec des recommandations de changement. Ce qui veut dire évaluer régulièrement l'avancée des promesses faites. Les Etats généraux appuieront l'action quotidienne des comités blancs; rassembleront un maximum de citoyens dans un esprit d'ouverture; joueront un rôle d'accélérateur de l'évolution des mentalités.

Au bout du compte, les Etats généraux citoyens, c'est un prétexte à des moments de rassemblement et d'actions communes, une occasion de jeter des ponts entre tout ce qui est actif dans les quartiers, pour construire des partenariats dans une culture démocratique commune.

Il s'agira sans doute d'un long processus, la première Etape pourrait être une grande Fête à l'humain, les 18, 19 et 20 octobre prochains. Ces journées marqueront l'anniversaire de la Marche blanche d'octobre 1996.

Pour en savoir plus, lisez l'article paru à la page 23 du journal n°1 "La Marche blanche".



ETATS GENERAUX DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Emploi, travail, activité: vers un nouveau contrat social

Samedi 13 septembre à Bruxelles

Le forum sur le travail et l'emploi a été préparé par une série de 7 séminaires tenus tout au long du printemps. Si les mesures gouvernementales en matière d'emploi de ces dernières années ont porté si peu de fruits, était-ce parce qu'elles étaient incohérentes ? Trop timides ? Devrait-on persister notamment dans la voie de la réduction du coût du travail ? Faut-il y aller plus massivement ? Ou au contraire changer radicalement de cap ? La réduction collective du temps de travail est-elle jouable ? Selon quels mécanismes maintenir les revenus ? Le financement de la Sécurité sociale demeurera-t-il suffisant ? Sachant entre autres que de toute façon nous aurons de plus en plus de loisirs... aux 3^{me} et 4^{me} âges, vu l'allongement de la durée de vie, ces vieux jours qui s'étirent coûtent, de ce fait même, de plus en plus à la Sécurité sociale. Autre piste: la création pure et simple d'emploi: services d'aide aux personnes (les jeunes, les vieux, les parents et surtout les mères "qui travaillent"), culture, environnement, convivialité de nos cités. Les besoins ne manquent pas.

Samedi 13 septembre, nous réorganiserons tout cela autour de l'axe emploi en 4 enjeux: la réduction du coût du travail, la réduction collective de la durée du travail, la création d'emplois d'utilité publique et la Sécurité sociale. A travers exposés, questionnements et panels, nous espérons que penseurs et acteurs croiseront leurs analyses et leurs pratiques. Et que du choc des idées et de l'expérience jaillira...

D'après Catherine Kestelyn et Jacques Bauduin.

Renseignements: 02/223.19.71

Autres forums prévus à la rentrée concernant l'économie, la finance et la solidarité:

Les mécanismes culturels du développement d'après Eric Hellendorf: tél.: 054/58.09.26.

Vers une économie plus humaine: d'après Françoise Bonnet: tél.: 069/77.35.95.

PME et indépendants: d'après Muriel Gerken, régionale Ecolo Liège: tél.: 04/221.29.02

Les services en monopole: qui en abuse, qui les régule ? : d'après Gérard Lambert: tél./fax: 02/549.89.40: forum qui aura lieu le vendredi 19 septembre 1997 à Bruxelles.

D'autres sont en préparation ... cfr le bulletin 3 "LE GRAND CHANTIER des Etats Généraux de l'Ecologie politique" de juin 1997. Vous pouvez l'obtenir en téléphonant au 02/223.19.71 ou 218.09.02 ou fax: 02/218.53.32, en écrivant à EGEP, 12 rue Charles VI, 1210 Bruxelles, e-mail: etatsgeneraux@ecolo.be ou regarder le site internet: <http://www.iocom.be/egep>

WEEK-END "RENCONTRE" DU FRONT COMMUN SDF BRUXELLES-FLANDRE-WALLONIE ET DE LA COORDINATION DES RESIDENTS PERMANENTS DANS LES CAMPINGS, DOMAINES ET PARCS RESIDENTIELS DE WALLONIE

22, 23 et 24 août 1997 à Sivry

Quelques thèmes abordés:

- Quel est le sens de notre engagement dans l'action, quelles sont nos valeurs ?
- Quels sont les obstacles rencontrés dans nos actions ?
- Comment aller plus loin ? : perspectives.

Renseignements et réservation: tél.: 081/31.00.58, David Praille, 41 quai de la Meuse, 5100 Jambes.

Coordination des résidents: tél.: 071/30.36.77 et Front commun SDF: tél.: 02/218.60.09.



INTERNET ET LE COLLECTIF

"collectif.emploi@linkline.be" est l'adresse e-mail du Collectif; autrement dit c'est notre boîte aux lettres électronique. De nombreux messages internationaux (Marchés européennes, Eurotop,...) nous arrivent par cette voie. C'est vraiment pratique et pas cher.

Nous avons 2 sites internet. Un seul est en fonction actuellement.

C'est le site organisé par Didier Coeurnelle dont l'adresse est:

<http://www.enter.org/solidarity> Outre tout ce que vous voulez savoir sur les marchés, vous y trouvez bien sûr des renseignements sur le Collectif, notre appel, ... Mais surtout vous pourrez y lire plein d'infos sur la réduction du temps de travail. Il y a vraiment moyen d'y passer des heures...

Ce site est toujours prêt à accueillir vos textes. A bon entendeur... Pour plus de renseignements, contactez le Secrétariat central du Collectif: tél. et fax: 02/479.39.82

Notre autre site:

<http://users.skynet.be/emedi/collectif.html> installé par Patrick KUBES est clôturé. Il sera bientôt remplacé par un autre site avec une formule plus simple et plus adaptée aux objectifs de l'@lliance conviviale. Il s'appellera Solid@rNet. Il restera un répertoire de projets et d'initiatives solidaires.

Bonne lecture et bonne découverte. Si vous n'avez pas d'ordinateur ou d'accès à internet, n'hésitez pas à vous rendre dans un cybercafé. Vous verrez... quand la technologie est mise au service de l'homme, c'est super ... !



PARTICIPATION DES CITOYENS AUX DECISIONS COMMUNALES

En tant que simple individu je me pose la question suivante: Est-ce que j'ai vraiment du "pouvoir" sur le changement de société ?

A cette question, chacun répondra ou ne répondra pas. A chacun de faire appel ou non à des concepts philosophiques, à l'histoire, à ses expériences ou de titiller sa conscience.

Voyons notre environnement local. Au niveau de la commune, il existe deux moyens pour faire entendre nos avis et propositions, qui méritent je pense d'être connus plus largement.

1) L'interpellation au Conseil communal. Tout point peut être introduit à l'ordre du jour et débattu s'il est soutenu par un certain nombre de signatures de personnes résidant sur la commune (ex.: minimum 100 signatures à Schaerbeek, 20 à Molenbeek). Certains journaux communaux font d'ailleurs état des décisions prises et encouragent l'initiative.

2) Une lettre envoyée personnellement à l'échevin ou à un conseiller débouche parfois ou souvent sur une impasse. Par contre, une demande adressée au Collège communal doit être actée par celui-ci. La demande est soumise à l'ensemble du Collège, ce qui augmente alors son impact.

Voilà deux outils mis à notre disposition pour rapprocher un tant soit peu le citoyen du politique. Ils valent ce qu'ils valent, mais cela vaut peut-être la peine de les utiliser pour faire germer à terme une bien meilleure communication.

Philippe Leloup

1- Présentation

Il veut être à la fois un réseau et un mouvement. Il refuse le fatalisme et le paternalisme.

Le collectif est constitué aussi bien de personnes sans emploi que de travailleurs.

Le collectif est pluraliste, indépendant et ouvert à tous ceux qui adhèrent à ses objectifs, à l'exception des personnes préconisant la violence, le racisme ou la xénophobie.

Le Collectif a la particularité de réunir en son sein 3 types de participants: des individus, différentes associations (une vingtaine) et des syndicalistes. Différentes sections syndicales y participent aussi.

Nous pensons que réunir différents partenaires d'horizons différents permet de mieux lutter contre l'exclusion et les problèmes d'emploi, d'accès aux revenus et les conséquences qui en découlent (perte de logement, difficultés de santé, ...)

2. Genèse du projet

L'idée a germé au sein de l'association "Solidarités en mouvement", en juin 1995. De juin 95 à juin 96, des réunions ont été organisées et ont mobilisé différents acteurs sociaux autour d'un projet d'"Etats Généraux de l'Emploi". Petit à petit, l'idée a mûri. L'appel du collectif (1) et son nom ont été adoptés définitivement le 14 septembre 96.

3. Nos objectifs

L'emploi a été jusqu'ici le moyen qui permettait d'avoir des revenus décents pour vivre et de s'insérer dans la société. Or, il est de plus en plus en danger. Non seulement le nombre de personnes n'ayant pas accès à un emploi décent augmente sans cesse, mais les conditions de travail de ceux qui ont encore un emploi se dégradent. L'économie, aidé de certaines instances internationales (la Banque Mondiale, le F.M.I., ...) entend se substituer au politique pour gouverner la planète !

L'humain est-il une marchandise comme une autre ? Le citoyen a le sentiment qu'il ne peut influencer sur son sort et que sa voix n'est pas écoutée.

Nous refusons d'accepter cette situation comme une fatalité. Nous avons conscience qu'il est nécessaire d'agir et de lutter contre une logique du "Y-a-qu'à ...". Nous pensons que les citoyens ont le droit et le devoir de s'exprimer, de réfléchir et de s'organiser pour impulser un changement de société. Il faut s'unir et constituer un rapport de force capable de s'opposer à la logique du seul profit et du tout à l'économique.

4- Que faisons-nous ?

Nous avons participé activement aux marches européennes contre le Chômage, la précarité et l'exclusion.

Une série d'ateliers qui conduisent vers des réflexions et des actions sont organisés en notre sein. Tout qui veut est le bienvenu pour ce faire. Ils ont pour but de dégager des solutions et déboucheront sur deux forums (un a eu lieu le 27 avril 1997 et l'autre aura lieu dans la deuxième partie de cette même année). De ceux-ci devront se dégager des revendications claires et précises en matière d'emploi et d'accès à des revenus décents qui seraient portées par un maximum d'individus et que nous répercuterons vers le monde politique.

(1) Le texte de l'appel est disponible sur demande au Secrétariat central du Collectif.

Sommaire du journal:

| | |
|-------------------------------------|-------------|
| Edito..... | page..... 1 |
| Marches..... | 2 |
| Et en Belgique..... | 6 |
| Canal Marches..... | 7 |
| Forum du 27 avril du Collectif..... | 8 |
| Assemblée générale du 24.6.97..... | 14 |
| Ateliers du Collectif | 16 |
| Agenda | 20 |
| Participation des citoyens..... | 22 |
| Internet et le Collectif..... | 22 |

Attention changement d'adresse

La nouvelle adresse du Collectif est **47 rue Malibran, 1050 Bruxelles**.
 Vous pouvez obtenir des informations au **02/479.39.82** (tél. et fax.): Claire André,
 au **02/649.46.01** (tél. et fax) Antoinette Brouyaux.
 Adresse **e-mail** du Collectif: collectif.emploi@jinkline.be
 Site internet du Collectif: <http://www.enter.org/solidarity>

Les antennes sont en vacances et seront relancées en septembre.

APPEL A LA COLLABORATION

Peut-être avez vous envie de donner un coup de main ou de prendre des initiatives comme organiser un atelier, écrire un article, dessiner, amener vos idées, ... Bref, vous êtes le bienvenu. Prenez contact avec nous. N'hésitez pas ! Ou simplement venez à une de nos réunions. A bientôt.

Devenez membre du Collectif !

Le Collectif se base sur un appel (disponible sur demande au Secrétariat ou que vous pouvez consulter sur notre site internet: <http://www.enter.org/solidarity>). Les membres sont considérés après versement comme ayant signé l'appel.

*Les cotisations sont fixées par an à 1.200 FB (ou 100 FB ordre permanent mensuel) pour les salariés et 600 FB (ou 50 FB ordre permanent mensuel) pour les sans emploi. (Celles-ci seront revues en septembre). Le numéro de compte du Collectif est le **523-0800384-15** (Banque Triodos). Veuillez indiquer la mention "cotisation de membre". Le fait d'être membre donne droit au vote aux assemblées générales et à recevoir le journal et les invitations aux Assemblées générales.*

Votre soutien financier est important pour nous car il nous permet de continuer notre objectif: faire que tous et toutes aient accès à des revenus et à un emploi décent, à organiser nos ateliers, à diffuser le remue-méninge qui s'y effectue. Pour le moment, toutes les personnes qui "vivent" ce Collectif sont bénévoles.

Vous pouvez aussi vous abonner à notre journal. Pour ce faire, il faut verser 300 FB par an au compte repris ci-dessus, avec la mention "abonnement journal".

**BONNES VACANCES A TOUS - REVENEZ EN PLEINE FORME
 PRÊTS A LUTTER CONTRE L'EXCLUSION
 ET POUR QUE TOUS ET TOUTES NOUS AYONS UN EMPLOI ET DES REVENUS
 DECENTS**